ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Economie, finances et budget : personnel

Question écrite n° 3923

Texte de la question

M Jean-Pierre Brard attire l'attention de M le ministre d'Etat, ministre de l'economie, des finances et du budget, sur la decision prise par la direction des services fiscaux du departement de la Seine-Saint-Denis de muter d'office l'agent titulaire du poste de controleur des relations publiques qui etait installe depuis 1985 au centre des impots de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Aucune raison apparente ne prevaut a cette mesure prise en violation des regles statutaires en matiere de mutation et de garantie de l'emploi qui a pour consequence immediate de ne plus permettre l'accueil des contribuables que deux demi-journees par semaine. A l'heure ou l'emission simultanee des avis d'impot sur le revenu, de taxe d'habitation et de taxe fonciere necessite que soient renforcees les conditions d'accueil, la suppression du poste de relations publiques constitue non seulement une atteinte a la qualite et a la mission du service public, mais egalement a la qualite des rapports entre les contribuables et l'administration fiscale. Il lui demande : 1o de bien vouloir lui faire connaitre son opinion sur cette affaire ; 2o de preciser les mesures immediates qu'il entend mettre en oeuvre pour retablir le poste supprime au centre des impots de Montreuil et permettre un bon fonctionnement du service d'accueil, conformement a la mission de service public devolue a l'administration.

Texte de la réponse

Reponse. - La suppression du poste « relations publiques » du centre des impots de Montreuil n'est pas envisagee. L'agent qui l'occupait s'est vu confier provisoirement d'autres fonctions par necessite de service. Pendant ce temps, toutes les dispositions ont ete prises pour que l'accueil du public soit assure de maniere satisfaisante en cette periode de l'annee marquee par une grande affluence. C'est ainsi que le service a ete ouvert une demi-journee supplementaire le mercredi, en plus de la reception habituelle, a l'hotel des impots et dans les mairies de Montreuil et de Bagnolet. Depuis lors, il a ete possible de pourvoir a nouveau le poste « relations publiques ». Ce dispositif parait de nature a repondre a la legitime preoccupation de l'honorable parlementaire.

Données clés

Auteur : M. Brard Jean-Pierre
Circonscription : - Communiste
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 3923
Rubrique : Ministeres et secretariats d'etat
Ministère interrogé : économie, finances et budget
Ministère attributaire : économie, finances et budget

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 17 octobre 1988, page 2860